

# Intervention de MSF au Conseil de sécurité de l'ONU sur la situation à Gaza

*Février 2024*

**Madame la Présidente, Excellences, chers collègues,**

À l'heure où je vous parle, plus d'un million et demi de personnes sont bloquées à Rafah. Contraintes par la violence à se réfugier sur cette bande de terre au sud de la bande de Gaza, elles subissent de plein fouet la campagne militaire menée par l'armée israélienne.

Nous vivons dans la peur d'attaques au sol.

Et cette peur s'ancre dans notre vécu. Il y a 48 heures à peine, alors qu'une famille était assise dans la cuisine d'une maison MSF où des collègues et leur famille s'étaient réfugiés à Khan Younis, un obus de char de 120 mm a traversé les murs, déclenchant un incendie, tuant deux personnes et en brûlant gravement six autres.

Cinq des six blessés sont des femmes et des enfants.

Nous avons pris toutes les précautions nécessaires pour protéger nos 64 collègues et les membres de leur famille d'une telle attaque, en signalant cet emplacement aux parties belligérantes et en marquant clairement le bâtiment d'un drapeau MSF.

Malgré ces précautions, notre bâtiment a été frappé non seulement par un obus de char, mais aussi par des rafales de tirs. Certaines personnes ont été piégées dans le bâtiment en feu, tandis que les tirs incessants ont retardé l'arrivée des ambulances. Ce matin, j'ai vu les photos qui montrent l'étendue des dégâts, et des vidéos d'équipes de secours qui retirent les corps carbonisés des décombres.

Les forces israéliennes ont attaqué nos convois, détenu notre personnel et détruit nos véhicules au bulldozer, les hôpitaux ont été bombardés et pillés. Ces jours, pour la deuxième fois, l'un des abris hébergeant nos collègues a été touché. Cette série d'attaques ne peut qu'être intentionnelle ou le produit d'une incompétence crasse.

Nos collègues de Gaza craignent, alors que je vous parle aujourd'hui, d'être la cible de représailles demain.

Madame la Présidente, chaque jour, nous sommes les témoins d'une horreur indicible.

Comme tant d'autres, nous avons été horrifiés par le massacre perpétré par le Hamas en Israël le 7 octobre, et nous sommes horrifiés par la réponse d'Israël. Nous ressentons l'angoisse des familles dont les proches ont été pris en otage le 7 octobre. Nous ressentons l'angoisse des familles des personnes détenues arbitrairement à Gaza et en Cisjordanie.

En tant qu'humanitaires, nous sommes consternés par la violence exercée contre les civils.

Ces morts, ces destructions et ces déplacements forcés sont le résultat de choix militaires et politiques qui ne tiennent absolument pas compte de la vie des civils.

Des choix différents auraient pu être faits - et peuvent encore l'être.

Au cours des 138 derniers jours, nous avons été les témoins des souffrances inimaginables de la population de Gaza.

Au cours des 138 derniers jours, nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir pour apporter une réponse humanitaire significative.

Au cours des 138 derniers jours, nous avons assisté à l'anéantissement systématique d'un système de santé que nous soutenons depuis plusieurs décennies. Nous avons vu nos patients et nos collègues se faire tuer et mutiler.

Cette situation est le point culminant d'une guerre qu'Israël mène contre l'ensemble de la population de la bande de Gaza, une punition collective, une guerre sans règles, une guerre à tout prix.

Les principes et les lois dont nous nous réclamons collectivement pour permettre une assistance humanitaire sont à ce point bafoués qu'ils sont vidés de leur sens.

Madame la Présidente, la réponse humanitaire aujourd'hui à Gaza n'est qu'une illusion - une illusion commode qui perpétue l'idée que cette guerre est menée dans le respect des lois internationales.

Des appels à une aide humanitaire accrue ont résonné dans cette Assemblée.

Pourtant à Gaza, nous avons chaque jour : moins d'espace, moins de médicaments, moins de nourriture, moins d'eau, moins de sécurité.

Nous ne nous demandons plus comment augmenter l'aide humanitaire ; nous nous demandons comment survivre, sans le strict minimum.

Aujourd'hui, à Gaza, les efforts entrepris pour fournir de l'aide sont erratiques, opportunistes et réduits à néant.

Comment pouvons-nous apporter une aide vitale dans un environnement où la distinction entre civils et combattants n'est pas respectée ?

Comment pouvons-nous maintenir une quelconque réponse lorsque les personnels de santé sont pris pour cible, attaqués et méprisés parce qu'ils aident les blessés ?

Madame la Présidente, les attaques contre les soins de santé sont des attaques contre l'humanité.

Il n'y a plus de système de santé à proprement parler à Gaza. L'armée israélienne a démantelé les hôpitaux les uns après les autres. Dans ce carnage, le peu qu'il nous reste en devient ridicule.

L'excuse invoquée est que les installations médicales ont été utilisées à des fins militaires, bien qu'aucune preuve ne l'atteste de manière indépendante.

Dans les circonstances exceptionnelles où un hôpital perd son statut de protection, toute attaque doit respecter les principes de proportionnalité et de précaution.

Au lieu de respecter le droit international, nous assistons à la mise hors service systématique des hôpitaux. L'ensemble du système médical est devenu inopérant.

Depuis le 7 octobre, nous avons été contraints d'évacuer neuf établissements de santé différents.

Il y a une semaine, l'hôpital Nasser a été pris d'assaut. Le personnel médical a été contraint de partir malgré les assurances répétées qu'il pouvait rester et continuer à soigner les patients.

Ces attaques aveugles, ainsi que les types d'armes et de munitions utilisés dans les zones densément peuplées, ont tué des dizaines de milliers de personnes et en ont mutilé des milliers d'autres.

Nos patients souffrent de blessures d'une extrême gravité, d'amputations, de membres écrasés et de graves brûlures. Ils ont besoin de soins hautement spécialisés. Ils ont besoin de rééducation intensive et de longue durée.

Les médecins ne peuvent pas traiter ces blessures sur un champ de bataille ou dans les cendres d'hôpitaux détruits.

Il n'y a pas assez de lits d'hôpitaux, pas assez de médicaments et pas assez de matériels.

Les chirurgiens n'ont pas eu d'autre choix que de pratiquer des amputations sans anesthésie sur des enfants.

Nos chirurgiens n'ont plus de compresses pour empêcher leurs patients de se vider de leur sang. Ils les utilisent une fois, essorent le sang, les nettoient, les stérilisent et les réutilisent pour le patient suivant.

La crise humanitaire à Gaza a privé les femmes enceintes de soins médicaux pendant des mois. Les femmes en travail ne peuvent pas accéder à des salles d'accouchement fonctionnelles. Elles accouchent dans des tentes en plastique et des bâtiments publics.

Les équipes médicales ont ajouté un nouvel acronyme à leur vocabulaire : WCNSF - Wounded child, no surviving family (enfant blessé, aucun membre de la famille n'a survécu).

Les enfants qui échappent à la mort ne portent pas seulement les séquelles des traumatismes, mais aussi les blessures invisibles, celles des déplacements répétés, de la peur constante et du fait d'avoir vu des membres de leur famille littéralement déchiétés sous leurs yeux. Ces blessures psychologiques ont conduit des enfants de cinq ans à nous dire qu'ils préféreraient mourir.

Les dangers encourus par le personnel de santé sont considérables. Chaque jour, nous faisons le choix de continuer à travailler, malgré les risques qui ne cessent d'augmenter.

Nous avons peur. Nos équipes sont épuisées.

Madame la Présidente, cela doit cesser.

Avec le monde entier, nous observons avec attention la manière dont ce Conseil et ses membres réagissent au conflit à Gaza.

Réunion après réunion, résolution après résolution, cet organe n'a pas réussi à répondre efficacement à ce conflit. Les membres de ce Conseil discutent, se contentent d'atermoiements quand des civils meurent.

Nous sommes consternés par le pouvoir des États-Unis qui, en tant que membre permanent du Conseil, s'opposent à l'adoption de la résolution la plus évidente : celle qui exige un cessez-le-feu immédiat et durable.

À trois reprises, ce Conseil a eu l'occasion de voter en faveur d'un cessez-le-feu d'urgence absolue et, à trois reprises, les États-Unis ont utilisé leur droit de veto, la dernière fois ce mardi.

Un nouveau projet de résolution proposé par les États-Unis appelle ostensiblement à un cessez-le-feu. Il est pour le moins hypocrite.

Ce Conseil devrait rejeter toute résolution entravant davantage les secours et conduisant à approuver tacitement la violence continue et les atrocités de masse commises aujourd'hui à Gaza.

La population de Gaza a besoin d'un cessez-le-feu, non pas lorsqu'il sera "possible", mais maintenant. Elle a besoin d'un cessez-le-feu durable, et non d'une "accalmie temporaire". Tout ce qui n'est pas fait dans ce sens relève de la pure négligence.

La protection des civils à Gaza ne peut dépendre de résolutions de ce Conseil qui instrumentalisent l'humanitaire à des fins politiques.

La protection des civils, des infrastructures civiles, du personnel de santé et des établissements de santé incombe en premier lieu aux parties au conflit.

Mais il s'agit également d'une responsabilité collective, qui incombe à ce Conseil et à ses membres individuels, en tant que parties aux Conventions de Genève.

Les conséquences de la mise au rebut du droit international humanitaire se feront sentir bien au-delà de Gaza.

Elles pèseront durablement sur notre conscience collective.

Il ne s'agit plus seulement d'inaction politique, mais de complicité politique.

Il y a deux jours, le personnel et les familles de MSF ont été attaqués et sont morts dans un lieu prétendument protégé.

Aujourd'hui, nos collègues sont de retour au travail, risquant une fois de plus leur vie pour leurs patients.

Et vous, qu'êtes-vous prêts à risquer ?

Nous exigeons la protection que prévoit le droit humanitaire international.

Nous exigeons un cessez-le-feu de la part des deux parties.

Nous exigeons de pouvoir transformer l'illusion des secours en aide significative.

Que ferez-vous pour rendre cela possible ?

Merci de votre attention, Madame la Présidente.